

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

Budget de l'État 2026 : des syndicats de l'Éducation nationale s'inquiètent des conséquences pour le système éducatif

Emmanuel Fontaine

6-8 minutes

Après les annonces de François Bayrou pour tenter de dégager 44 milliards d'euros dans le budget 2026, des syndicats de l'Éducation nationale s'opposent aux solutions proposées. Sont dénoncés l'année blanche qui signifie "nier ce que les agents publics ont déjà vécu, donné et supporté", le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois qui "va à l'encontre des besoins criants constatés sur le terrain", ou la suppression de jours fériés quand les personnels sont "au bout du rouleau". Avec la crainte d'économies supplémentaires sur les frais de déplacement des agents ou la formation continue.



Alors que "le second degré est au bord du gouffre", la secrétaire générale du Snes-FSU Sophie Vénétitay estime que le plan d'économies de François Bayrou "le pousse dans le vide". AEFInfo - MV

Le Premier ministre François Bayrou a présenté mardi des mesures d'économies sur les emplois des fonctionnaires, par une année blanche, une suppression de 3 000 postes d'agents et une baisse de 1 000 à 1 500 des effectifs des opérateurs de l'État pour 2026 ([lire sur AEF info](#)). Le plan prévoit aussi le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite, à partir de 2027.

Pour l'éducation, "la situation ne va pas s'améliorer" (CGT Educ' action)

La situation du système éducatif "ne va pas s'améliorer", commente la CGT Educ'action dans un communiqué de presse publié le 16 juillet 2025, François Bayrou ayant "égrainé

ses recettes pour éponger la dette à travers l'objectif de son plan 'stop à la dette', avec comme seul leitmotiv la baisse de la dépense publique".

"Le second degré est au bord du gouffre, François Bayrou le pousse dans le vide", fustige également la secrétaire générale du Snes-FSU Sophie Vénéitay sur son compte [bluesky](#).

ne déclaration de guerre contre l'ensemble des salariés, des chômeurs et des retraités.

Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale de la CFDT EFRP, note surtout auprès d'AEF info que ces mesures "feront porter l'essentiel des efforts sur les salariés et les personnels de la fonction publique".

Mais elle craint avant tout les "traductions concrètes" de ces annonces en termes de budget pour l'Éducation nationale : "si le budget augmente seulement de 200 millions d'euros ([lire sur AEF info](#)), cela ne va pas couvrir le glissement vieillissement technicité, qui correspond à l'évolution de carrière automatique, et qui l'an dernier était de l'ordre de 350 millions d'euros. Il manquerait donc 150 millions d'euros, le risque étant qu'ils soient récupérés sur d'autres dépenses, que ce soit les frais de déplacement des agents ou la formation continue."

L'année blanche, "c'est nier ce que les agents publics ont déjà vécu, donné et supporté" (UNSA Éducation)

"Parler d'année blanche comme si tout recommençait à zéro", commente Morgane Verviers, secrétaire générale de l'Unsa Éducation, "c'est nier ce que les agents publics ont déjà vécu, donné et supporté : gel du point d'indice, jours de carence et baisse des droits en congé maladie, réformes et contre-réformes entraînant surcharge de travail et perte de sens".

Pour Aurélie Gagnier, co-secrétaire générale du Snuipp-FSU, interrogée par AEF info, "investir dans l'éducation c'est investir dans le futur". "Dans le 1er degré, la France investit déjà moins que la moyenne des pays de l'OCDE. Alors vouloir imposer une année blanche, cela va fonctionner une année mais quid du futur ? Il s'agit d'une vision à court terme de l'éducation, qui est très insatisfaisante", estime la syndicaliste.

Avec l'année blanche, la Fnec-FP-FO redoute de "nouveaux coups de rabots, comme on a pu le voir ces dernières années, quand les ministres n'ont pas hésité à puiser dans les fonds sociaux, les frais de déplacement, la formation... Cela signifie encore moins de médecine scolaire, moins de remplaçants, plus de précarité pour les AESH et les AED".

Des choix qui vont "à l'encontre des besoins criants constatés sur le terrain" (Snuipp-fsu)

La CGT Educ'action fait valoir qu'avec la suppression de 3 000 postes puis le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois à partir de 2027, "le nombre de personnels va décroître inévitablement alors qu'il faudrait, a contrario, des créations de postes pour toutes les catégories de personnels".

Aurélie Gagnier (Snuipp-FSU) considère que le non-remplacement d'un départ à la retraite sur trois "va à l'encontre des besoins constatés sur le terrain". "Nous le voyons dans les académies qui peinent à recruter, notamment Créteil ou Versailles où les concours enseignants ne font pas le plein. Cela va générer encore plus de manques", alerte-t-elle, soulignant que "ces annonces vont à l'encontre d'un service public de qualité".

Pour le Snaic le non-remplacement d'un départ à la retraite sur 3 est "une folie". "Nous avons déjà les classes parmi les plus chargées d'Europe, un secteur médico-social en déshérence et une école inclusive au rabais. Le Premier ministre s'est beaucoup appuyé sur des comparaisons avec l'Allemagne pour justifier nombre de ses mesures : il s'en est pourtant bien gardé concernant l'Éducation, et pour cause", souligne le syndicat.

Supprimer deux jours fériés, c'est "Une augmentation du temps de travail" (SNALC)

Concernant le projet de suppression de deux jours fériés, il s'agit pour le Snalc d'une "augmentation du temps de travail alors même que les personnels [...] sont déjà au bout du rouleau".

"Ce sont surtout les travailleuses et travailleurs qui devront faire des efforts avec la prévision de deux jours fériés en moins", abonde la CGT Educ'action, qui ajoute : "Non content de faire travailler le monde du travail 2 ans de plus avec la dernière réforme des retraites, le gouvernement s'en prend une nouvelle fois à ceux et celles qui produisent les richesses de ce pays."

un "abaissement des investissements dans les lycées" (Régions de FRANCE)

L'association Régions de France regrette quant à elle que le gouvernement demande aux collectivités territoriales "qui ne pèsent que 5,9 % de la dette publique, d'assurer 12,1 % de l'effort national" tandis que "l'État et ses opérateurs, qui représentent 83,4 % de la dette publique, n'auraient à fournir que 22,8 % de l'effort".

Des choix politiques "lourds de sens" qui conduiront "inéluçtablement à un abaissement massif des investissements" des Régions, notamment dans les lycées, regrette l'association.

Pour l'AME, ces orientations "sont une nouvelle atteinte à la capacité d'investissement et d'action des collectivités", qui auront "des conséquences inévitables sur la croissance, en contradiction complète avec le plan 'en avant la production'."